

Élections Législatives du 5 Mars 1967



**DOCTEUR MICHEL BOUCHER**

**Candidat du Parti Socialiste Unifié**

soutenu par la Fédération de la Gauche, Démocrate et Socialiste

**Vers une République nouvelle par l'Union de la Gauche**

ELECTRICES, ELECTEURS,

Vous le sentez tous comme moi, les élections du 5 mars prochain revêtent une exceptionnelle importance.

En effet, ou bien vous allez continuer à tolérer un régime qui diminue de jour en jour vos libertés, tant individuelles que collectives, ou bien, comme cela a déjà été amorcé par l'union des républicains derrière François MITTERRAND, lors de l'élection présidentielle, vous allez faire confiance à une gauche nouvelle qui ne ressemble en rien à celles des régimes de la III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> République.

Vous allez accomplir un geste capital pour l'avenir de notre pays et c'est la raison essentielle pour laquelle, médecin de campagne, ancien déporté de la résistance, maire d'une petite commune, je fais appel à vos suffrages.

Il est impensable de revenir aux erreurs du passé, il n'est plus possible non plus, en 1967, qu'une grande nation comme la France qui, aux dires de ses dirigeants, n'a jamais été aussi riche, accepte :

- ♦ Que des vieux n'aient pas 200 francs par mois pour vivre.
- ♦ Que « la stabilité » s'applique seulement aux salaires et aux revenus des travailleurs des villes et des champs, des fonctionnaires, des artisans, des petits commerçants, alors que la vie n'a cessé de monter depuis l'avènement du gaullisme. L'expansion ne profitant qu'aux privilégiés de la fortune.
- ♦ Que le monde des anciens combattants n'ait rien obtenu des justes revendications présentées par l'U.F.A.C.
- ♦ Que l'agriculture soit délibérément sacrifiée. Les produits de la terre ne se vendent pas ou mal, les prix n'ayant pas augmenté depuis dix ans, alors que les produits industriels, les engrais ont plus que doublé. Les charges pèsent de plus en plus lourdement sur la paysannerie et le monde ostréicole. Quant aux ouvriers agricoles, leur sort est encore plus lamentable. On peut dire que depuis bien longtemps l'agriculture de nos régions n'avait subi une crise aussi grave.

On sait maintenant, par les chiffres officiels, qu'un paysan moyen a un revenu égal à 50 % d'un Français moyen.

Vivant depuis trente ans parmi vous, connaissant vos besoins et la dureté de votre vie quotidienne, je me pose cette question. Est-ce que cela peut continuer ? Si oui, alors nos petites communes, qui ont déjà les plus grandes difficultés pour vivre, le pouvoir faisant tout pour les faire disparaître, parlez-en à vos maires, à vos conseillers municipaux, ne seront plus dans quelques années que des villages déserts comme on en voit dans certaines régions, ou, si elles résistent, seront écrasées d'impôts comme l'ont souligné dernièrement le président du Conseil général de notre département et les résolutions du congrès de novembre 1966 des maires de France.

Peut-on croire qu'un beau pays comme le nôtre, qui distribue des milliards aux pays sous-développés d'Afrique, ce qui est bien, ne pense pas en premier lieu à faire des logements, des écoles, des stades, des piscines, des routes, des ponts (il faut même parfois, ce fut le cas pour notre département, suppléer à la carence gouvernementale) .

Pourquoi ne développe-t-on pas sous toutes ses formes le tourisme, si important pour notre région ?

Que fait-on pour cette jeunesse qui monte et dont les perspectives d'avenir sont si sombres.

N'est-il pas scandaleux de penser que la France manque d'hôpitaux. Il faudrait 400 000 lits de plus. Notre pays, si riche de savants, de chercheurs, de techniciens, ça c'est la vraie grandeur, est le pays où la mortalité est une des plus fortes d'Europe, avec 10,8 pour 1 000 habitants ; quant au taux de la tuberculose pour 100 000 habitants il est de 18,4, alors qu'il est de 14 pour l'Italie, 13 pour l'Allemagne, 6,5 pour l'Angleterre, 6 pour la Suède et 2,1 pour les Pays-Bas.

Le pouvoir gaulliste détient tous les moyens de propagande et d'information. Il distribue l'argent sans compter à ses candidats officiels. Il utilise d'une manière scandaleuse la presse, la radio, la télévision, cette arme si redoutable qui devrait être au service de tous et qui chaque jour vous chloroforme.

Je compte, moi, sur votre bon sens, votre intelligence, votre civisme, car, comme Jaurès, « je crois en l'homme ».



Si tous les républicains, unis pour la première fois depuis plus de trente ans, comprennent leur devoir, la victoire nous appartient et nous construirons ensemble cette République nouvelle si magnifiquement définie par notre ami Pierre MENDES-FRANCE, cet homme, comme le dit le professeur Jacques MONOD, prix Nobel de médecine, respecté de tous, dont le talent, le courage et la probité politique symbolisent à nos yeux le seul régime acceptable pour un pays de haute culture, c'est-à-dire la démocratie sociale.

Il faut dès maintenant que la gauche se prépare à assumer toutes ses responsabilités, car, et c'est le professeur DUVERGER qui l'écrit :

« Pendant que le grand vieillard est dans sa chambre, les héritiers présomptifs commencent à se partager la succession, le personnage surhumain est face à face avec l'éternel, mais quand on soulève le manteau impérial, on découvre autour du chef exceptionnel un entourage grouillant d'ambitions. Ne voit-on pas que la Régence s'apprête à succéder à Louis XIV ? »

Au Monarque qui pense et qui décide pour 50 millions de Français, nous lui opposons, nous, une DEMOCRATIE NOUVELLE, avec un gouvernement de législature appuyé sur une assemblée disposant de pouvoirs réels, ce qui n'existe pas, hélas, aujourd'hui.

— Des assemblées politiques et économiques régionales et locales permettant au Sud de la France de défendre ses légitimes intérêts.

— La nationalisation des grandes entreprises capitalistes qui dominent l'économie. Une planification démocratique.

— Le plein emploi.

— La retraite à soixante ans.

— La reconnaissance au logement avec 550 000 constructions annuelles.

— L'établissement d'un service public laïc de l'Education nationale.

« Le sectarisme et l'intolérance avilissent les êtres humains. »

— Il ne faut plus que les logements décents, les vacances et la culture restent des privilèges.

Nous voulons que notre pays soit à la fois indépendant du bloc américain et du bloc soviétique. Nous souhaitons, après l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun, la construction de cette Europe économique et politique que nous désirons tous, véritable gage de paix pour le monde.

Nous condamnons l'agression américaine au Viêt-nam, comme nous condamnons toutes les formes du colonialisme et du racisme.

Démontrons à tous que la force de frappe et notre bombe sont inefficaces pour la défense de notre pays mais ruinent notre économie en enrichissant les trusts.

Les milliards distribués avec tant de facilité pour les voyages, les réceptions et les caprices de la « MONARCHIE GAULIENNE » seraient bien nécessaires au bonheur du peuple.

N'abdiquez pas votre dignité de citoyens entre les mains d'un seul homme, aussi grand soit-il.

Condamnez le pouvoir personnel.

N'oubliez jamais que « sans gouvernement par le peuple, il n'y a pas de gouvernement pour le peuple ».

Luttez avec nous, avec le Parti Socialiste Unifié, parti de Pierre MENDES-FRANCE, pour renverser les oligarchies financières et établir par l'UNION DE TOUTES LES FORCES POPULAIRES, la DEMOCRATIE SOCIALE.

**VIVE LA REPUBLIQUE !**

**Docteur Michel BOUCHER**

**MAIRE DE PISANY**

Officier de la Légion d'honneur - Rosette de la Résistance

Croix de Guerre 1939-1945 avec palme - Croix du Combattant volontaire de la Résistance

Médaille de la Déportation - Médaille du Combattant international contre le fascisme (1933-1945)

Officier d'Académie

**REMPLAÇANT EVENTUEL : André BOTINEAU, ostréiculteur**

Michel BOUCHER est né le 25 février 1912. Installé depuis 1939 à Pisany dans la maison de ses grands-parents. Son grand-père fut instituteur à Thézac où naquit sa mère, lui-même est né à Corme-Ecluse. Sa grand-mère, née à Bourcefranc, était la sœur du médecin-amiral Burot. Entré dans la résistance en 1941, Michel Boucher, après la mort de Robinet, fusillé par les Allemands, et de Grasset, abattu par la milice à côté d'E. Depreux, devint le responsable départemental de Libération-Nord. Arrêté, il fut déporté à Neuengamme. A son retour, il fut élu conseiller général du canton de Saujon. Ses confrères le nommèrent président du cercle Saintes et Seudre. Il est toujours membre du Conseil syndical départemental des médecins. Délégué cantonal, vice-président départemental et président de la section saintaise de la Ligue des Droits de l'Homme, il est aussi président national, départemental et local de la Fédération des déportés, internés, résistants et patriotes.

Secrétaire fédéral du P.S.U. Il est membre du comité politique national.

Imp. Fouché, Saujon.